

Rémi Lefebvre, politiste : « Pour sortir du jeu mortifère des partis de gauche, une solution se dessine : organiser une primaire ouverte pour le candidat à la présidentielle »

Rémi Lefebvre

Une élection ouverte permettrait de desserrer l'étau que le chef de file des « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, fait peser sur le reste de la gauche, estime, dans une tribune au « Monde », le politiste.

La gauche est prise dans des contradictions qui paraissent inextricables. Par deux fois depuis 2022 – la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) puis le Nouveau Front populaire (NFP) –, ses diverses composantes contractent un accord, relevant avant tout du réalisme électoral. Mais rapidement l'attelage ne semble pas viable quand d'autres enjeux apparaissent comme celui de l'exercice du pouvoir. Trop faible et fragmentée, la gauche est condamnée à se rassembler et, trop divisée, elle paraît incapable de gouverner. Comme feu la Nupes, le NFP semble voué à éclater.

La coalition électorale a une efficacité essentiellement défensive. Elle est indispensable pour faire front au Rassemblement national. Elle est performante quand il s'agit de conserver des groupes parlementaires, les financements publics des partis afférents et donc maintenir des appareils partisans, dans un contexte où le scrutin majoritaire à deux tours impose implacablement le rassemblement – par ailleurs réclamé par les électeurs de gauche, plus unitaires que ses dirigeants.

L'union s'appuie aussi sur de réelles convergences programmatiques et idéologiques qu'Emmanuel Macron a imprudemment sous-estimées en dissolvant l'Assemblée nationale. Le Parti socialiste (PS) a fait le bilan critique du hollandisme et son centre de gravité s'est déplacé vers la gauche. Il y a bien un accord général autour d'un socle programmatique de social-démocratie radicale et écologiste. La mésentente est surtout stratégique. Quels compromis accepter pour gouverner ? Quel électorat prioriser pour faire éclater le plafond de verre sociologique alors que la gauche n'est forte que dans les métropoles ? Comment faire face à la brutalisation et la polarisation de la vie politique qu'exacerbe délibérément La France insoumise (LFI) ?

Stratégie de conflictualisation de LFI

LFI a pris l'initiative du rassemblement en 2022 et l'a reconduit deux ans plus tard. Elle ne peut en faire l'économie. Sa base électorale est trop étroite. Pour autant, Jean-Luc Mélenchon n'a en rien renoncé à sa stratégie de conflictualisation tous azimuts : cliver pour élargir le socle sociologique de la gauche en allant chercher surtout les abstentionnistes déçus – puisque LFI a renoncé à reconquérir les catégories populaires traditionnelles.

Si le chef de file « insoumis » a besoin de l'union de la gauche, il n'entend la construire et la maintenir qu'à ses conditions. Le dernier double cycle électoral change la donne à gauche : le leadership « insoumis », acquis de haute lutte en 2022, est fragilisé par ce que d'aucuns diagnostiquent un peu hâtivement comme un « retour de la social-démocratie ». Mais Jean-

Luc Mélenchon continue à donner le tempo à gauche et imposer son rythme à ses associés rivaux.

On l'a vu à trois reprises ces dernières semaines. Il a repris d'abord la main au soir du second tour des élections législatives en imposant habilement le thème de « la victoire du NFP » sans compromission possible (« le programme, rien que lui »), ce qui condamne un premier ministre de gauche à une inéluctable censure. Le dirigeant a proposé ensuite la destitution d'Emmanuel Macron, sans aucune chance de succès, poursuivant ainsi sa stratégie du chaos et poussant à la faute et à « la trahison » le PS. Il y a quelques jours enfin, très agile tactiquement, Jean-Luc Mélenchon a glissé l'hypothèse d'un soutien sans participation à un gouvernement de Lucie Castets.

Ce qui permet de faire d'une pierre trois coups : mettre la pression sur Emmanuel Macron (n'est-il qu'un prétexte ?), sur le PS (qui sera comptable du maigre bilan d'un hypothétique gouvernement ?), mais aussi se mettre en retrait un temps pour se représidentialiser alors qu'il est très impopulaire. C'est clair : le cap de l'« insoumis » reste invariablement l'élection présidentielle parce qu'il en a l'inaltérable ambition et parce qu'elle continue selon lui à être la matrice de la vie politique. Le tribun n'a pas intérêt à une reparlementarisation de la vie politique et à la proportionnelle qui favoriseraient une culture du compromis à laquelle il est réfractaire.

La menace de l'extrême droite reste entière

Face à cette fêrue « insoumise », le PS est tétanisé et divisé. Un socialiste sur deux voue aux gémonies les « insoumis », mais le parti est démuni. Couper les ponts avec LFI le condamnerait à une forme de marginalité politique. L'alliance a permis de conserver des députés et de réancrer le parti à gauche. La fin du macronisme fait naître la tentation de l'émancipation pour reconstituer un espace politique « de responsabilité » au centre gauche. Mais avec qui, au juste ? Les macronistes de gauche ne sont pas légion et sont attentistes. Ce serait par ailleurs prendre le risque de redonner le totem de la pureté idéologique à Jean-Luc Mélenchon, d'autant que le PS n'a à lui opposer encore aucun présidentiable crédible. De ce point de vue, il y a un vrai surmoi « insoumis » au PS.

Face à la menace de l'extrême droite qui reste entière et au-delà de l'imbroglio institutionnel actuel, la gauche va être très vite soumise à un nouveau défi : produire un candidat unique à la prochaine élection présidentielle. Avec la désignation du candidat à Matignon, les partis se sont révélés incapables de se mettre d'accord entre eux pour trouver une incarnation. Pour desserrer l'étau « insoumis », sortir du jeu mortifère et insoluble des partis et ouvrir une perspective, une solution se dessine : organiser une primaire ouverte pour désigner le candidat.

Cette procédure permettrait de réintroduire le « peuple de gauche » et de déborder les appareils partisans. Les primaires ne sont pas sans risque, mais permettraient cependant de neutraliser l'inéluctable candidature de Jean-Luc Mélenchon, de propulser des candidats aujourd'hui encore trop faibles autrement que par les sondages (Clémentine Autain, François Ruffin, Marine Tondelier, Boris Vallaud...) et de mettre en mouvement la société civile. C'est une des voies pour sortir de l'impasse.

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université Lille-II et chercheur au CNRS.

